Au 30 septembre 2005, nous avions des engagements de dépenses auprès de nos sous-traitants, pour les livraisons des produits planifiées pour les deux trimestres suivants, pour un montant d'environ 11,2 millions d'euros.

Sur la base des estimations actuelles de la société, les disponibilités et valeurs mobilières de placement seront suffisantes pour répondre aux besoins en capital au moins pour les douze prochains mois.

06758

WESTERN TELECOM

Société anonyme au capital de 2 964 466 €.
Siège social : 88, avenue Kléber, 75116 Paris.
402 876 759 R.C.S. Paris.

A. — Comptes semestriels au 30 juin 2005.

I. — Bilan au 30 juin 2005.

(En euros.)

Actif	30/06/05			31/12/04
	Brut	Amortissements provisions	Net	Net
Immobilières incorporelles	1 186 333	1 108 104	78 229	102 761
Immobilisations corporelles	1 639 363	1 439 098	200 265	297 624
Immobilisations financières	223 499	97 500	125 999	94 853
Total actif immobilisé	3 049 196	2 644 702	404 494	495 239
Clients et comptes rattachés	593 223	141 867	451 356	538 690
Autres créances	1 110 337		1 110 337	1 072 742
Valeurs mobilières de placement	1 075 777	1 038 005	37 772	48 426
Disponibilités	57 299		57 299	15 306
Charges constatés d'avance	56 107		56 107	33 790
Total actif circulant	2 892 745	1 179 872	1 712 873	1 708 956
Total général	5 941 941	3 824 574	2 117 366	2 204 195

Passif	30/06/05	31/12/04
Capital social	2 689 775	2 689 775
Report à nouveau	– 15 854 242	– 14 909 268
Résultat de l'exercice	– 899 521	944 974
Capitaux propres	– 14 063 988	– 13 164 466
Provisions pour risques	264 533	494 379
Emprunts et dettes financières	10 158 028	10 302 473
Avances et acomptes reçus	78 047	89 449
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 852 920	3 545 256
Dettes fiscales et sociales	813 029	921 457
Autres dettes	14 796	15 645
Dettes	15 916 821	14 874 282
Total général	2 117 366	2 204 195

II. — Compte de résultat.

(En euros.)

	30/06/05	30/06/04	31/12/04
Chiffre d'affaires	3 582 112	3 787 340	7 789 940
Production immobilisée		66 484	66 484
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	416 262	57 394	471 519
Autres produits d'exploitation	14 152	203 503	45 650
Total produits exploitation	4 012 527	4 114 722	8 373 594
Achats de marchandises (et droits de douane)	10 720		21 714
Achats de matières premières et autres approvisionnements	2 370 996	2 466 435	5 239 466
Autres achats et charges externes	497 378	572 480	1 090 545
Impôts et taxes	74 930	67 598	145 750
Charges de personnel	1 203 174	1 046 289	2 155 282
Dotations d'exploitation	219 766	395 858	771 344
Autres charges d'exploitation	440 817	52 142	228 145
Total charges exploitation	4 817 784	4 600 804	9 652 248
Résultat d'exploitation	– 805 257	– 486 082	– 1 278 654
Résultat financier	– 66 954	– 59 292	– 128 412
Résultat exceptionnel	– 27 309	50 204	462 092
Impôts sur les bénéfices			
Résultat exercice	– 899 521	– 495 170	– 944 974

III. — Tableau de flux de trésorerie.

(En euros.)

	30/06/05	31/12/04
Résultat net	– 899 522	– 944 974
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	374 573	192 765
Marge brute d'autofinancement	– 524 949	– 752 209
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	981 804	1 053 515
Flux net de trésorerie généré par l'activité	456 855	301 306
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	– 56 093	– 190 438
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (remboursement du passif)	– 227 296	– 360 419
Variation de trésorerie	173 466	– 249 551
Trésorerie d'ouverture	– 78 394	171 157
Trésorerie de fermeture	95 072	– 78 394

IV. — Annexe aux comptes semestriels.

L'analyse des paramètres fondamentaux de l'exploitation, les perspectives de croissance associées, notamment au marché des Call Shops, le projet de mise en place de nouveaux concours financiers, nous permettent de formuler l'hypothèse de continuité d'exploitation.

Toutefois, sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'aléa associé à la consolidation de l'amélioration constatée, sur la situation nette négative de la société et en l'absence, à ce jour, d'apports de nouveaux concours financiers, et donc sur la persistance d'une certaine incertitude maintenant le doute sur la continuité durable de l'exploitation de l'entreprise.

Parallèlement, les résultats d'exploitation constatés au cours du premier semestre 2005 ainsi que sur les exercices antérieurs font ressortir un risque de liquidités susceptible de perturber à court terme l'exploitation de l'entreprise.

Note 1. – Faits caractéristiques du premier semestre 2005.

1.1. Contentieux avec les opérateurs France Telecom, Orange et SFR :

— Plusieurs actions sont en cours à l'encontre des trois opérateurs, visant à faire constater qu'ils pratiquent des prix discriminants, non orientés vers les coûts et non transparents, sur le transit international de gros depuis 2003 en ce qui concerne France Telecom, et sur le marché « Fixe vers mobiles » en ce qui concerne Orange et SFR.

— Une procédure est également en cours à l'encontre de France Telecom, destinée à faire condamner cette dernière à payer à Western Telecom des indemnités pour préjudices subis sur les pratiques liées au trafic fixe / mobile, sur la surfacturation du trafic de transit international, sur la pratique du « Winback » et sur une concurrence déloyale.

— En première instance, France Telecom a été déboutée de ses demandes de paiement des factures liées au transit international. Cette dernière a interjeté appel de cette décision.

Sur le plan comptable, les procédures contentieuses mentionnées ci-dessus ont fait l'objet, préalablement et postérieurement à leur lancement, d'un gel des paiements partiel ou total des factures faisant l'objet de contestations.

La position des comptes fournisseurs concernés est la suivante au 30 juin 2005 :

France Telecom	2383 K€
Orange	157 K€
SFR	716 K€

Représentant 76 % du total des dettes fournisseurs.

Par ailleurs, les achats effectués au cours du premier semestre 2005 auprès de ces trois opérateurs, et dont la facturation fait l'objet d'une contestation par Western Telecom au titre des contentieux mentionnés, sont assortis d'une écriture pour avoir à recevoir au 30 juin 2005 d'un montant total de 313 923 € hors taxes.

1.2. Opérations financières de la filiale Long Phone :

— La société Long Phone, Sarl au capital de 792 734,89 € et détenue au 31 décembre 2004 à 100 % par Western Telecom, a procédé au cours du premier semestre 2005 à plusieurs opérations financières afin de relancer son activité de complémentarité avec Western Telecom. Les objectifs et activités visés par Long Phone sont notamment :

– Tirer profit des opportunités offertes par les marchés connexes à l'activité principale de Western Telecom et plus particulièrement celle des services IP Centrex.

– Rénover sur ses fonds propres la plate-forme d'exploitation du groupe.

– Intervenir dans des domaines de diversifications tels que : l'activité sous marque blanche, l'ingénierie télécoms pour les grands comptes, la représentation pour l'Europe de sociétés de services télécoms.

Après incorporation au capital de Long Phone de la créance détenue par Western Telecom d'un montant de 337 045 €, puis réduction du capital par diminution du nombre de parts, et enfin après augmentation de capital par apports en numéraires effectués par de deux nouveaux actionnaires et pour un

total de 112 500 €, la participation de Western Telecom dans le capital de Long Phone est de 14,29 % au 30 juin 2005.

Note 2. – Faits postérieurs au premier semestre 2005.

2.1. Demande de modification du plan de continuation. — Le 30 septembre 2005, Western Telecom a saisi la chambre du conseil du tribunal de commerce de Paris afin de demander la modification de son plan de continuation dans les conditions suivantes : paiement du troisième dividende en quatre trimestrialités de 152 772 € chacune payables les 1er octobre 2005, 1er janvier, 1er avril et 1er juillet 2006.

La chambre du conseil a donné son approbation à cette demande en date du 17 novembre 2005.

B. — Rapport d'activité du premier semestre 2005.

I. — Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute.

(En euros.)

Types d'activité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Total
Communications	606 877	494 813	541 738	519 908	534 732	536 843	3 234 911
Services	40 416	46 319	33 348	44 530	59 718	72 274	296 605
Marchandises et produits annexes	4 162	4 926	12 041	8 201	10 881	10 385	50 596

	30/06/05	30/06/04	Exercice 2004
Chiffre d'affaires	3 582 112	3 787 340	7 789 940
Achats d'approvisionnements	2 381 716	2 466 435	5 261 180
Marge brute (en valeur)	1 200 396	1 320 905	2 528 760
Marge brute (en %)	34 %	35 %	32 %

Activité globale du semestre.

On note une diminution du chiffre d'affaires de 5 % sur le premier semestre 2005 par rapport au premier semestre 2004, qui est imputable à l'activité « Classique » vers les PME. En effet, ce secteur n'est plus démarché commercialement ; il représentait 25 % du chiffre d'affaires en 2004 contre 15 % en 2005.

Cette perte est compensée partiellement par l'activité IP Centrex pour laquelle le développement se poursuit conformément à la stratégie commerciale de la société.

L'activité reste cependant encore très concentrée vers les Call Shops (79 % de l'activité) et la vente de communications (90 % de l'activité).

La légère baisse du taux de marge constatée par rapport au premier semestre 2004 (– 1 %) est liée à la concurrence accrue sur le marché des Call Shops ; la poursuite du développement IP Centrex doit contribuer à compenser cette diminution.

II. — Evolution des autres achats consommés.

La variation des autres achats consommés s'élève à – 75 K€ au 30 juin 2005 par rapport au 30 juin 2004, représentant une diminution de 13 %. Les principales variations sont constatées sur les postes « Honoraires et commissions aux agents » et « Frais de déplacements et missions ».

III. — Evolution de l'Ebe.

(En euros.)

Rubriques	30/06/05	% Chiffre d'affaires	30/06/04	% Chiffre d'affaires	31/12/2004	% Chiffre d'affaires
Valeur ajoutée	703 018	20	814 909	22	1 504 698	19
Subventions d'exploitation						
Impôts et taxes	74 930		67 598		145 750	
Charges de personnel	1 203 174		1 046 289		2 155 281	
Excédent brut d'exploitation	– 575 086	– 16	– 298 978	– 8	– 796 333	– 10

Charges de personnel.

La hausse des charges de personnel constatée sur le premier semestre 2005, soit 157 K€ par rapport au premier semestre 2004, est essentiellement liée à l'augmentation des effectifs constatée entre les deux semestres (28 cadres et 16 non cadres en 2005 contre 18 cadres et 16 non cadres en 2004). Les recrutements sont intervenus principalement dans les services commercial – développement de l'équipe Call-Shop et création d'une équipe IP Centrex, et clients, mise en place du service de permanence et extension des horaires.

IV. — Autres charges d'exploitation.

Le poste d'un montant de 441 K€ au 30 juin 2005 correspond essentiellement aux pertes sur créances clients irrécouvrables. Cette charge est compensée pour sa quasi-totalité par la reprise sur provision afférente.

V. — Perspectives.

La stabilité constatée au cours du premier semestre 2005 sur le marché des Call Shops devrait se maintenir au cours du second semestre, tandis que l'accroissement d'activité constatée sur le secteur IP Centrex doit se poursuivre.

C. — Rapport du commissaire aux comptes.

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

— L'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires de la société Western Telecom, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— La vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Des procédures contentieuses à l'encontre de fournisseurs sont actuellement en cours et ont donné lieu à la constitution de provisions de produits pour avoirs à recevoir pour un montant total de 313 923 € hors taxes ; ces provisions ont été constituées conformément à la position défendue par la société or l'aboutissement favorable des procédures en cours n'est pas garanti.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes intermédiaires et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

Par ailleurs, et sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point décrit dans le préalable de l'annexe concernant l'état d'incertitude sérieuse sur la continuité de l'exploitation de l'entreprise ainsi que du risque sérieux de liquidités encouru à court terme, en raison de l'accumulation des pertes constatées qui aggravent une situation nette déjà fortement déficitaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes intermédiaires sur lesquels a porté notre examen limité.

A l'exception de l'incidence des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires.

Fait à Paris, le 25 novembre 2005.

Le commissaire aux comptes :

Daven-Partners :

Représenté par DANIEL DENDAVID.

06867